

The background is a solid bright yellow. A hand with dark skin is shown from the bottom, gripping a silver flagpole. A flag with a pattern resembling a 500 CFA franc bill is attached to the pole. The flag features the text 'BANQUE CENTRALE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST', the number '14625961410', and the value '500'.

VINCENT BONNECASE

La vie chère

DE L'AFRIQUE À L'EUROPE :
QUAND LA COLÈRE
PASSE PAR LES PRIX

Flammarion

La Vie chère

VINCENT BONNECASE

La Vie chère

DE L'AFRIQUE À L'EUROPE :
QUAND LA COLÈRE
PASSE PAR LES PRIX

Flammarion

Cartes reproduites en ouvertures de chapitres :
©Library of Congress Geography and Map Divisions,
Washington, USA.
© Éditions Flammarion, Paris, 2023
ISBN : 978-2-0802-4500-7

Introduction

Aujourd'hui, la vie chère est un problème central pour des milliards de personnes à travers le monde. Alors que l'inflation a atteint des niveaux qu'on n'avait pas connus depuis longtemps, nombreux sont ceux qui n'arrivent pas à subvenir aux besoins qu'ils jugent essentiels. Mais tous n'éprouvent pas de la colère devant une telle situation. Dans certains endroits et selon le moment, la vie chère sera considérée comme une réalité à laquelle on ne peut pas grand-chose. Dans d'autres, elle suscitera un mécontentement quotidien, sans ébranler pour autant l'ordre social. Dans d'autres encore, elle sera au cœur de révoltes populaires. Autrement dit, il ne suffit pas à un problème d'exister pour être considéré comme injuste, pas plus qu'il ne

LA VIE CHÈRE

suffit à une injustice d'être ressentie pour conduire à la révolte. Ce livre raconte comment la vie chère en est venue à nourrir des sentiments d'injustice et des mouvements de révolte en Afrique.

Un tel projet peut paraître étrange si l'on considère la diversité du continent et les présupposés qui ont longtemps présidé à son uniformisation¹. Et cela, d'autant plus que les recherches que je mène depuis une vingtaine d'années portent sur la seule Afrique sahélienne². Je ne prétends ici rien d'autre que de dégager une tendance qui peut se résumer ainsi : la colère face à la vie chère est d'autant plus marquée que les prix sont perçus comme la résultante de décisions prises par de vraies personnes plutôt que comme celle d'un marché auquel on ne peut rien. Alors qu'il est des sociétés, notamment en Europe, où l'on sera prompt à croire au marché comme entité autonome, tout en attendant des pouvoirs publics qu'ils le régulent à des fins de justice sociale, il en est d'autres, en particulier en Afrique, où une telle dissociation entre l'économie et le politique n'a aucun sens pour le plus grand nombre : l'autorité s'éprouve au sein

INTRODUCTION

même des échanges, de la distribution et de la consommation quotidienne. Au-delà de la vie chère, cet ouvrage invite donc à réfléchir sur les représentations ordinaires du pouvoir dans notre monde capitaliste et sur leurs implications dans la vie de tous les jours.

Pour cela, il est essentiel de décentrer le regard. On a vite fait d'oublier les filtres à travers lesquels on considère la réalité et d'attribuer à sa propre perception une valeur universelle. Pareil travers, doté d'une longue histoire dans les sociétés occidentales³, s'applique facilement aux phénomènes économiques : puisque ces derniers sont censés obéir à une logique rationnelle, pourquoi douter qu'ils aient le même sens ici et là ? À rebours de cet ethnocentrisme drapé des atours de l'universalité, des chercheurs tels que Karl Polanyi ou Pierre Bourdieu ont montré combien nos compréhensions de l'économie étaient situées : elles s'inscrivent dans un sens commun lui-même influencé par notre histoire, notre environnement matériel et nos croyances sociales⁴. C'est dans cette perspective que je me situe en supposant que la vie chère n'a pas partout la même signification. Cette différence

LA VIE CHÈRE

engage bien plus que de simples manières de voir : elle conditionne la réalité elle-même, ainsi que les pratiques individuelles, les comportements collectifs et les politiques mis en œuvre pour y faire face.

Une telle perspective ne suppose pas de tomber dans un relativisme qui interdirait toute comparaison, bien au contraire : décentrer le regard permet de changer celui que l'on pose sur sa propre réalité. Là est un autre objectif important de cet ouvrage : nourrir la réflexion sur la vie chère au-delà du continent africain. Aujourd'hui, les signes de colère se multiplient en Europe face à l'augmentation des prix. Au Royaume-Uni, on a vu des manifestants brûler leurs factures d'électricité dans le cadre de la campagne « Don't Pay ! »⁵. En Allemagne, des rassemblements contestataires se sont répétés face à l'inflation durant un automne que les initiateurs voulaient « chaud »⁶. En France, la révolte des Gilets jaunes est partie d'une pétition contre la « hausse des prix du carburant à la pompe »⁷. Chacun de ces événements demande à être considéré dans sa spécificité. Mais ils se comprennent d'autant mieux que

INTRODUCTION

l'on va *aussi* regarder ailleurs. Des anthropologues ont défendu l'idée que l'Afrique constituait un lieu d'observation privilégié pour saisir l'évolution plus générale du monde à l'heure du néolibéralisme : ce faisant, ils suggèrent d'inverser une posture encore trop habituelle, consistant à traiter les sociétés non occidentales comme des « réservoirs de faits » dont les clés d'intelligibilité résideraient ailleurs⁸. Et si l'Afrique avait beaucoup à nous dire non seulement sur elle-même, mais aussi sur l'Europe et la place grandissante que peuvent y prendre les prix dans les sentiments d'injustice et la révolte sociale ?



A detailed topographic map of Ethiopia serves as the background. It shows the Great Rift Valley, major rivers like the Nile and Tigris, and numerous towns and cities. A large white circle is superimposed on the map, containing the title text. The map includes labels for various regions and geographical features.

CHAPITRE I

Des « émeutes de la faim » au XXI^e siècle ?

2008 comptera probablement parmi ces années que l'on dit « historiques », de celles qui restent dans les manuels scolaires et dont on raconte le déroulement aux générations suivantes. On se rappellera certainement la crise financière qui a mis à rude épreuve les banques et le capitalisme mondial. Mais on se souviendra peut-être aussi des « émeutes de la faim », ainsi qu'on les a nommées dans la presse occidentale : dans un contexte d'envolée des cours des matières premières, des mouvements de protestation contre la vie chère s'étaient multipliés à travers le monde. En Afrique, les émeutes touchaient ainsi le Mozambique, le Burkina Faso et le Cameroun en février, le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars, le Maroc en avril, la Somalie en mai, la Tunisie

et l'Égypte en juin et la Guinée Conakry en novembre¹. Elles n'étaient pas véritablement nouvelles : l'histoire est parsemée de « révoltes frumentaires », de « guerres des blés » et autres « mouvements de subsistance », en Afrique ou ailleurs². En revanche, leur relative simultanéité à l'échelle de la planète avait constitué un phénomène sans précédent : c'était la première fois que des foules aussi nombreuses, dispersées sur différents continents, se soulevaient conjointement face à une augmentation des prix. Cette concordance avait frappé les imaginaires dans les pays plus riches, alimentant les représentations malthusiennes d'un monde à la population croissante et aux ressources limitées³.

D'un tel phénomène on pourrait explorer les causes : ainsi de nombreux experts ont-ils cherché les raisons à l'envolée des cours céréaliers d'où découlaient, d'après eux, les émeutes⁴. Les réserves vivrières mondiales avaient été réduites par des accidents climatiques. L'augmentation du pétrole avait également pesé sur les coûts de transformation et d'acheminement des aliments. Ces derniers avaient en outre fait office de

valeurs-refuge dans le contexte de la crise financière⁵. À cela s'ajoutait des facteurs plus structurels tels que la pression sur les surfaces arables, la production des agrocarburants ou le changement des comportements alimentaires dans des pays fortement peuplés⁶. Mais cette perspective ne permettait pas de comprendre pourquoi des personnes s'étaient révoltées ici et pourquoi elles ne l'avaient pas fait là, tout en étant soumises à une même augmentation des prix. Elle présupposait aussi que des populations se soulèvent quand un certain degré de souffrance a été dépassé, alors que l'histoire nous enseigne que la propension à souffrir est immense : sur ce critère-là, on peut bien plus se demander, non pas pourquoi on se révolte, mais pourquoi on ne le fait pas plus souvent⁷.

Aussi est-il plus essentiel de s'interroger sur ce que les émeutes disent des émeutiers et de leurs sentiments d'injustice. Des historiens, spécialistes des révoltes de subsistance, ont montré que celles-ci ne constituaient pas de simples réactions spasmodiques de foules affamées face à des situations de rareté. Elles charriaient des conceptions partagées de ce que devrait être un bon système

d'échange et de répartition des ressources au sein d'une société : c'est ce que Edward Thompson a appelé l'« économie morale des foules⁸ ». Dans cette perspective, les émeutes, sans découler mécaniquement de la détérioration des conditions d'existence, n'arrivaient pas non plus par hasard au gré de l'histoire : elles étaient plus fréquentes dans les moments de remise en cause des compromis sociaux entre les classes dirigeantes et les classes populaires. Ainsi l'Europe a-t-elle vu se multiplier des révoltes de subsistance au XVIII^e siècle, alors que l'émergence d'une nouvelle économie politique libérale remettait en cause les droits coutumiers des populations pauvres et les systèmes de protection sociale issus du passé. Les émeutiers ne faisaient pas que réagir à l'envolée des cours céréaliers. Ils interpellaient les autorités dans leur responsabilité nourricière. Ils forçaient également commerçants, meuniers ou boulangers à pratiquer des tarifs moralement acceptables, en reproduisant les mesures prises à cette fin dans des temps plus anciens : la mémoire recomposée du passé alimentait les sentiments d'injustice du présent.

Il est tentant d'appliquer cette lecture aux émeutes de 2008. Qu'elles se multiplient au

XXI^e siècle, dans un contexte d'essor du néolibéralisme, ne saurait être le fruit du hasard. Depuis la fin du siècle précédent, les gouvernements africains avaient renoncé à bon nombre de dispositions permettant de réguler l'accès aux ressources, telles que la subvention des produits de première nécessité, le contrôle des frontières commerciales ou l'administration des prix⁹. Nombre d'émeutiers ont pris pour cible des symboles de l'État et dénoncé l'abandon, par la puissance publique, de ces dispositifs régulateurs¹⁰. Et pourtant, lire les émeutes comme l'expression d'une révolte mondiale contre le néolibéralisme ne va pas de soi, car, en s'élevant contre la vie chère, ces révoltes ont *aussi* donné aux prix et aux marchés une place centrale dans l'énonciation de l'injustice. Cela illustre les rapports ambigus qui peuvent lier des systèmes de domination et des demandes de justice sociale : alors qu'on a intuitivement tendance à opposer les uns et les autres, ces demandes peuvent aussi bien reprendre les termes du pouvoir, sans que cela soit nécessairement voulu¹¹. Les émeutes de 2008 resteront probablement dans l'histoire. Mais plusieurs récits peuvent encore en être faits.

Jour de colère dans une ville africaine

Bobo-Dioulasso, Burkina Faso, 20 février 2008. Des commerçants sont rassemblés au petit matin devant le Grand Marché, au cœur de cette ville de 600 000 habitants, pour clamer leur colère face à l'augmentation des prix. Alors qu'on attendrait plutôt des usagers ou des consommateurs, ce sont des boutiquiers et des marchands ambulants qui se sont retrouvés pour protester contre la vie chère.

Celle-ci pèse fortement sur leurs niveaux de vie : le coût d'achat des marchandises augmente beaucoup plus rapidement que leur prix de vente. On a beau dire que tout se négocie en Afrique, la réalité infirme souvent cette idée reçue. De nombreux produits de la vie quotidienne ont des « prix populaires » : ils sont considérés comme fixes par la population, bien que leur cours ne soit pas encadré par les pouvoirs publics. À Bobo-Dioulasso, personne dans la rue n'acceptera d'acheter son « nescafé » 100 francs ¹² : c'est 50 francs ou 75 francs selon le nombre de cuillerées que le vendeur mettra dans la tasse. Personne n'acceptera de payer son

petit paquet de mouchoirs en papier 110 francs : les « lotus », ainsi qu'on les nomme même s'ils ne sont pas de la marque du même nom, s'achètent 100 francs sur la totalité du territoire. Lorsque le coût d'achat de leurs marchandises augmente, les détaillants doivent souvent diminuer leur marge bénéficiaire avant que le prix de vente ne finisse par monter. C'est pourquoi ils ont de bonnes raisons de se sentir victimes de la vie chère aux côtés des consommateurs.

Cela fait plusieurs mois que la colère gronde, alors que le gouvernement a alourdi la fiscalité indirecte¹³. Bien que les effets d'une telle mesure restent limités, la responsabilité politique à l'égard des prix n'en apparaît que plus évidente aux yeux du plus grand nombre. Nul parti, syndicat ou association n'a toutefois appelé à ce rassemblement. Une demande de manifestation « contre la hausse du coût de la vie » avait été déposée la semaine précédente par une petite organisation à Ouagadougou, la capitale distante de plusieurs centaines de kilomètres. Mais la municipalité l'avait rejetée, pour la raison que le parcours n'était pas assez bien défini¹⁴. Cela n'avait pas empêché l'appel de

circuler dans des villes secondaires, par l'entremise de petits commerçants dénués de lien avec l'organisation appelante. Des tracts anonymes seront retrouvés plus tard sur des marchés de quartier sans que la police n'en découvre les auteurs. La contestation avait ainsi couvé dans un espace intermédiaire entre la politique officielle et le monde de la rue – cette « zone grise » que Xavier Auyero appelle à investir pour comprendre comment naissent les mobilisations qualifiées à tort de spontanées¹⁵. Le matin du 20 février à Bobo-Dioulasso, tout le monde s'attendait à ce qu'il se passe « quelque chose » contre la vie chère, même si personne ne savait véritablement qui avait lancé quoi.

Dans le Grand Marché, formé de larges halles fermées par des grilles, les commerçants rassemblés font sortir celles et ceux qui avaient installé leur marchandise pour lancer leur journée de travail. Nul ne s'avise de résister à cette injonction. Chacun sait ce qu'il peut en coûter de ne pas suivre une « grève » ainsi qu'on l'entend ici : la cessation totale des activités économiques, que l'on soit ou non salarié. Vers huit heures, la police intervient à coups de gaz lacrymogène et

force l'ensemble des protagonistes à vider les lieux. La nouvelle se répand rapidement dans le reste de la ville. De petits groupes se forment dans les quartiers et des heurts de plus en plus violents se produisent au contact des forces de l'ordre. Plusieurs bâtiments sont saccagés : la Direction générale des douanes d'abord, la Société nationale d'électricité ensuite, une station essence enfin. Certains s'attaquent à l'hôtel de ville avant de se faire repousser par des policiers. D'autres investissent une mairie de quartier, laquelle finit en cendre. Les flammes se multiplient sur le bitume, où des manifestants disposent des pneus pour y mettre le feu. Les plus jeunes, armés de lance-pierres, cassent les feux tricolores pour ajouter au désordre : 23 des 28 que compte la ville se retrouvent hors service.

Le lendemain, la mobilisation se prolonge alors que la police est déployée en plus grand nombre : 153 personnes sont arrêtées, 29 d'entre elles seront condamnées pour « manifestation illicite », « vol » ou « destruction ». La personne écopant de la peine la plus lourde est un soudeur, accusé d'avoir volé une mobylette lors du saccage de la mairie de quartier : il est

condamné à trois ans de prison ferme. La seule femme figurant parmi les accusés, âgée de 15 ans, est relâchée.

Entre-temps, la protestation a touché d'autres villes, Banfora plus au sud et Ouahigouya plus à l'est. À chaque fois, les symboles de l'État constituent la cible privilégiée des émeutiers. Mais c'est à Ouagadougou que les tensions sont les plus vives. Des barricades de pneus enflammés sont dressées sur l'axe circulaire qui ceinture la capitale. Le plus grand marché de céréales du pays est bloqué par des manifestants. Deux ministères sont attaqués. Des magasins sont pillés sur la principale avenue commerçante de la ville. Après deux jours de confrontations, l'ordre est rétabli par les compagnies républicaines de sécurité ¹⁶.

Ces émeutes nous parlent de la contingence des mobilisations. Si l'on résume abruptement les choses, elles sont parties d'une demande de manifestation déposée par une petite organisation sans que des autorités municipales n'y donnent suite. L'appel a circulé parmi les commerçants d'une autre ville, dont le rassemblement s'est fait violemment disperser par la police. La colère s'est ensuite propagée dans le

reste du territoire, et cela a donné les « émeutes de la faim » au Burkina Faso, dont l'écho a largement dépassé les frontières du pays¹⁷. Dans cette histoire, l'organisation, la municipalité, les commerçants et les policiers n'avaient pas grand-chose à voir les uns avec les autres. À eux tous et sans le vouloir, ils n'en ont pas moins concouru à produire cet événement. Cela montre la fragilité avec laquelle les choses peuvent ou non basculer : si la colère que charrient les émeutes ne doit rien au hasard, le passage de la colère à l'action n'obéit à aucune nécessité. Un tel passage est le résultat d'interactions entre des acteurs qui suivent rarement le même dessein. Il est souvent facilité par des « accidents perturbateurs-modificateurs », lesquels peuvent être des actes dramatiques, mais aussi des faits anodins¹⁸. Ces émeutes auraient pu rester des possibilités non advenues, ce qui aurait à la fois changé la réalité et la manière de la considérer, car elles éclairent la situation préexistante d'une lumière qu'on n'aurait pas entrevue si elles n'étaient pas arrivées.

Mais la contingence n'empêche pas des logiques de se dessiner. Depuis quelques années,

les émeutes ont fait l'objet d'une importante littérature en sciences sociales. L'un des points d'achoppement réside dans la qualification politique de cette forme de mobilisation (avec les multiples suffixes qui vont avec, du « pré » au « post » en passant par l'« anti » le « para » ou le « proto »¹⁹). Cette littérature ne s'en accorde pas moins à voir au sein des émeutes des rationalités, à l'encontre d'approches plus anciennes d'après lesquelles elles ne seraient que le reflet de la « psychologie des foules » ou de « pulsions irrationnelles »²⁰.

Des logiques sont ainsi décelables à Bobo-Dioulasso, le 20 février 2008, si l'on considère les premières personnes à se mobiliser, des petits commerçants qui subissent doublement la vie chère face à la pression de leurs fournisseurs et au mécontentement de leur clientèle. Elles sont tout aussi visibles à travers les cibles privilégiées par la colère populaire, des symboles de la puissance publique jugée responsable des prix, même par temps de néolibéralisme. Elles apparaissent également dans les déplacements au sein de l'espace urbain, tels qu'ils sont coproduits par les émeutiers et les forces de l'ordre. Ces logiques

ne sont pas des grandes raisons ordonnatrices qui détermineraient la mobilisation et se retrouveraient chez chacun de ses participants. Elles invitent juste à voir dans l'émeute une action politique comme une autre, ni plus ni moins rationnelle que le vote, la manifestation ou la grève ²¹.

Ces émeutes parlent pour finir de singularité. Elles entrent en résonance avec des événements similaires survenus la même année, en Afrique et au-delà, mais n'en demandent pas moins à être lues à l'aune d'un contexte particulier. On est dans un pays où un même président, Blaise Compaoré, est au pouvoir depuis vingt et un ans. Le climat social est en proie à une vive agitation, alors que plusieurs opposants politiques ont été assassinés au cours des dernières années ²². Les marchés urbains sont particulièrement prédisposés à la contestation, dès lors que le quart de la population citadine vit du négoce ²³. L'atmosphère séditeuse est traversée par la figure de Thomas Sankara, cet ancien président burkinabè qui s'était donné un dessein révolutionnaire ²⁴. Chacun de ces éléments ne se retrouve pas ailleurs ou, en tout cas, pas de la même manière. Catégoriser l'ensemble des

LA VIE CHÈRE

émeutes de 2008 sous une même étiquette, supposément transposable d'un pays à l'autre, c'est risquer de passer à côté de la réalité telle qu'elle est perçue par les premiers concernés²⁵.

Derrière la faim : du pain, de l'électricité et bien d'autres choses

Prenons maintenant de la hauteur pour considérer la diversité des émeutes labellisées « de la faim » en 2008 sur le continent africain. Les différents noms attribués à ces mobilisations témoignent de cette variété : elles peuvent être placées sous l'égide de la « vie chère », mais aussi du « pain », du « riz » ou de l'« électricité », entre autres. C'est bien plus qu'une question de mots. De tels écarts parlent de la façon différente dont les choses se sont déroulées selon le pays. Mais ils renvoient aussi, plus fondamentalement, aux manières spécifiques dont se construisent les sentiments d'injustice dans chaque société.

À l'évidence, le profil des personnes au départ des émeutes n'a pas été le même d'un pays à

l'autre. Les mobilisations sont toujours à l'entrecroisement de populations hétéroclites dont les raisons de sortir dans la rue apparaissent différentes : comme l'exprime Michel Dobry, « c'est [...] sous l'effet de séries causales [...] largement indépendantes les unes des autres que, en des sites distincts, [...] des individus sont incités à se saisir de mobilisations lancées par d'autres, à les investir d'autres significations et à leur donner ainsi, par leur "entrée dans le jeu", d'autres trajectoires²⁶ ». Mais ces mobilisations n'en partent pas moins, le plus souvent, de catégories spécifiques. S'intéresser à ces dernières permet de mettre en exergue la manière parfois fortuite dont la « vie chère » a émergé comme cause à part entière dans de nombreux pays.

Dans certains cas, les émeutes ont été impulsées par des populations dont les prix n'étaient pas la principale préoccupation de départ. En Égypte, tout est parti d'une grève dans une usine textile de la petite ville de Mahalla al-Kubra. Cet établissement de 22 000 employés, du nom de *Misr li-l-ghazl wa al-nasij*, constituait un symbole politique fort : créé en 1927, il avait été le premier à être nationalisé par

Nasser en 1960. Devenu l'une des plus grandes entités productives du pays, il était aussi considéré comme le « centre de gravité de la contestation sociale » depuis 2006, alors qu'une grève pour l'obtention de primes avait été couronnée de succès²⁷. Au printemps 2008, les syndicats locaux lancent un nouveau mouvement pour obtenir des augmentations salariales face à l'envolée des prix. Le 6 avril, une partie des travailleurs se rassemble sur la place principale de la ville pour scander des slogans hostiles au régime. La foule se fait violemment disperser par les forces de sécurité. Le lendemain, les manifestants sont plus nombreux et la répression plus violente : une personne est tuée par balle et neuf autres grièvement blessées. Parallèlement, le gouvernement égyptien s'attache à désamorcer la contestation en accordant une prime exceptionnelle aux employés de *Misr li-l-ghazl wa al-nasij*, ainsi qu'à l'ensemble des travailleurs du secteur textile du pays²⁸.

Cela n'empêche pas la colère de se diffuser sur le reste du territoire. Le lendemain, un appel à se mobiliser contre l'augmentation des prix est lancé par le principal mouvement d'opposition

du pays²⁹. Les tensions politiques sont alors particulièrement marquées : les élections municipales viennent tout juste d'avoir lieu, et de nombreux opposants ont vu leur candidature rejetée par le pouvoir. Des manifestations sont organisées dans plusieurs villes du pays. Mais c'est à leur marge que se développe la contestation la plus vive. Dans le village de Borg al-Borollos, des milliers de personnes affrontent la police anti-émeute le 8 juin, après que les autorités locales ont suspendu la distribution de farine aux populations défavorisées. Parallèlement, des rixes se multiplient à travers le pays aux abords des boulangeries subventionnées par l'État. Le prix du pain finit ainsi par constituer l'une des raisons importantes de la colère, sur fond de rejet grandissant du régime de Hosni Moubarak³⁰.

Ce glissement tient également à la posture des autorités égyptiennes qui, par leurs réponses aux émeutes, concourent à leur donner un visage. Outre la répression brutale, le gouvernement recourt à des dispositifs plus ordinaires pour imposer le retour à l'ordre. Ainsi le président du Conseil se donne-t-il « cent jours pour régler la

crise du pain » après les émeutes de Borg al-Borollos. Cela amène le quotidien national *Masry el Youm* à égrener quotidiennement le décompte du temps, alors que l'armée est mise à contribution pour participer à la distribution de farine subventionnée, dans les 175 000 boulangeries que compte le pays³¹. Que chacun place ces événements sous l'égide du « pain » peut se lire comme une métonymie des difficultés subies par les classes populaires, dans un pays où cet aliment constitue une denrée de base³². Mais cela tient également à la manière dont la grammaire de la contestation et la rhétorique du pouvoir se sont alimentées l'une l'autre : le sens de ces émeutes a, en cela, été façonné par la colère populaire, mais aussi par les dispositifs mis en œuvre pour la contenir.

Dans d'autres cas, la colère est partie de catégories professionnelles impactées par des prix spécifiques, plus que par la vie chère dans son ensemble. Au Cameroun, les choses ont commencé par un mouvement social à Douala, la deuxième ville du pays. Le 25 février, les syndicats de transports urbains se mettent en grève contre l'augmentation des carburants. Comme

en Égypte, cette grève intervient dans un contexte politique tendu : Paul Biya, au pouvoir depuis vingt-cinq ans, s'apprête à modifier l'article de la Constitution limitant les mandats présidentiels, afin de se représenter aux prochaines élections³³. Parmi les transporteurs les plus actifs dans le mouvement figurent les motos-taxis, que l'on appelle localement les « *bendskins* » : l'expression – littéralement « plier la peau » – fait référence à une danse, supposément reproduite par le chauffeur au contact de son client sous les cahots de la route. L'activité a connu un développement exponentiel depuis le début des années 1990 : elle est emblématique des difficultés économiques subies par les classes populaires et des stratégies de débrouille déployées pour y faire face³⁴. Juste avant la grève, les *bendskins* annoncent que nul déplacement motorisé ne sera autorisé à Douala tant que durera la mobilisation. Disposant de fortes capacités de blocage et de déplacement, ils contribuent à diffuser les nouvelles d'un bout à l'autre de la ville et à étendre le mouvement au-delà de ses premiers protagonistes³⁵.

LA VIE CHÈRE

De son côté, le gouvernement camerounais joue sur plusieurs tableaux pour étouffer le mouvement. La répression est violente à Douala, qui n'a pas connu de telles mobilisations depuis vingt-cinq ans : des dizaines de manifestants sont tués, leur évaluation donnant lieu à des estimations contradictoires³⁶. Parallèlement, le gouvernement engage des négociations avec les syndicats et obtient une suspension de la grève, en échange d'une défiscalisation provisoire des carburants. La colère ne s'en propage pas moins dans la ville, des émeutiers s'attaquant à des bâtiments publics, ainsi qu'à des biens appartenant aux pontes du régime. Elle se diffuse également dans le reste du territoire, d'abord dans la capitale, Yaoundé, puis dans des villes de l'Ouest, Bafan et Bamenda³⁷. Jusqu'au bout, le mouvement camerounais contre la vie chère a gardé trace de ses origines par le nombre important de stations-service brûlées, phénomène que l'on ne trouve pas dans les pays voisins³⁸. Mais la colère s'est rapidement étendue à d'autres mobiles que le prix des carburants par lequel tout avait commencé.

Tout cela invite à interroger la résonance de 2008 du point de vue des émeutiers. Dans chaque pays, la vie chère s'est cumulée à d'autres raisons de la colère, parfois plus parlantes pour les populations concernées. Ainsi, la Tunisie a connu des mobilisations « contre la hausse du coût de la vie » – d'après leurs dénominations officielles –, mais rares seraient les protagonistes à s'en souvenir dans ces termes. Les principaux mouvements se sont déroulés dans la région de Gafsa. Ce bassin minier, autrefois parmi les zones économiques les plus dynamiques du pays, était entré en récession dans les années 1980. Depuis lors, il était en proie à des conflits sociaux réguliers, au point d'être associé à un esprit rebelle dans les imaginaires collectifs.

En janvier 2008, un nouveau mouvement de protestation se développe, alors que les résultats d'une campagne de recrutement sont publiés par le principal employeur de la région. Ceux-ci sont très mal reçus, du fait du faible nombre de postes ouverts et de la manière occulte dont ils sont pourvus. L'augmentation des prix des denrées de première nécessité ne fait qu'accroître la colère face au chômage qui, dans